

## Y a-t-il une « classe moyenne » au Liban ?

En soulevant la question de l'existence d'une « classe moyenne » au Liban, l'auteur convoque l'histoire pour en présenter les ramifications et les développements dans l'immédiat avant-guerre. La guerre civile qui fit rage dans le pays entre 1975 et 1990 mit fin à ce groupe social, théorisé de cette manière par plusieurs analystes. Après avoir présenté la situation socio-économique de l'après-guerre laquelle montre une paupérisation croissante de la population libanaise, l'enquête se concentre sur des profils d'acteurs, à la jonction des deux principaux groupes identitaires vivant au Liban, les Libanais et les réfugiés palestiniens, et tente de dresser les contours de certains d'entre-eux qui n'appartiennent ni aux groupes à faibles revenus ni à la bourgeoisie. L'analyse montre pourtant qu'il reste difficile de parler de « classe moyenne » à leur propos dans la mesure où les registres d'allégeances sont davantage ceux de la famille et de la communauté.

**L**e dimanche, dans les rues du centre-ville refait à neuf et autour de la place de l'Etoile (sheh nejme), au milieu des boutiques de luxe et des restaurants aux musiques tapageuses, on peut voir des groupes d'individus qui déambulent en famille, au milieu de ce décorum un peu guindé, en regardant les façades, les terrasses, ceux qui y posent, les marchands ambulants, les nombreux vigiles et les quelques militaires qui s'ennuient. Ces promeneurs du dimanche ne sont pas les habitués de la semaine, les citadins du centre (*wasat*) carapaçonnés dans leurs costumes trois pièces. Ils ne s'apparentent pas non plus à ces bourgeois beyrouthines qui, le dimanche venu, viennent y afficher leur dernier brushing sous prétexte de sortir leurs enfants accompagnés de la bonne. Eux viennent de la périphérie, celle du nord ou du sud, celle de la capitale ou d'une autre ville, de la Montagne et parfois même de la campagne. Mais le fait qu'ils choisissent le centre-ville pour leur promenade dominicale en fait des acteurs particuliers. Ils scrutent le périmètre, fiers et gênés en même temps, racontant à leurs enfants quel lieu de mélange social c'était avant-guerre. C'est un peu comme s'ils cherchaient quelque chose d'eux-mêmes, de cette classe moyenne qui est née dans la capitale et qui y a connu son déclin.

La problématique des classes sociales au Liban avait été soulevée par deux auteurs lors d'une enquête menée au Liban peu avant le début de la guerre civile en 1975 (Dubar & Nasr, 1976). Depuis lors, un silence assourdissant règne sur cette question. Les raisons à cela sont de deux ordres : d'une part les statistiques détaillées et les enquêtes de terrain manquent et d'autre part les angles d'attaque qu'adoptent actuellement les spécialistes sur la question des ressources économiques du pays relèvent le plus souvent d'analyses macro et micro-économiques (Debié & Pieter, 2004) ou de la problématique de la pauvreté (Kochuyt, 2004). En filigrane, le constat qui ressort de ces analyses est celui d'une absence de « classe moyenne » – ou au mieux de sa très faible densité – dans l'espace social du Liban d'aujourd'hui en raison d'une polarisation très forte entre un petit groupe de très riches et une grande masse de très pauvres. Enfin, aucune de ces contributions ne discute la catégorie elle-même de « classe moyenne ».

Aussi, dans ces conditions, devient-il problématique de prétendre dire quelque chose sur « la classe moyenne au Liban », décrétée a priori et comme constatée avant construction. C'est pourquoi, la question principale de cette contribution est de savoir comment appréhender les profils sociaux qui ne relèvent ni des catégories à haut revenus ni des groupes à faibles revenus ; ce qui me conduira à me poser la question de la pertinence de penser ces acteurs en tant que membres d'une « classe moyenne ». Cette dernière est avant tout un produit d'importation occidentale qu'il convient de resituer dans un continuum de tentatives scientifiques de classement et de catégorisation des groupes sociaux, processus inhérent

à toutes sociétés. Sans vouloir m'atteler à pareille tâche, mon propos consistera plutôt à saisir dans un contexte extra-européen la pertinence d'une analyse en terme de « classe moyenne », en considérant ce terme comme une forme spécifique de classement dont il convient de rappeler quelques enjeux.

La notion de classe renvoie à l'approche marxiste pour laquelle il n'y aurait de classe que séparée par des modes de vie les uns des autres et surtout par une conscience collective de former une classe (Marx, 1984). A la suite de nombreux auteurs, on peut penser qu'il n'existe pas de classe en soi mais qu'il y a, au contraire, une double dimension du phénomène qu'est la classe sociale : elle est le fruit d'une réalité empirique sans que la « conscience » de ses membres de leur appartenance à celle-ci constitue un prérequis. C'est en ce sens que Bourdieu parle de « classes probables »<sup>1</sup> : elles existent sur le papier, à partir de données objectives. Pour autant, que faire du discours des acteurs ? C'est probablement là qu'un hiatus surgit dans l'analyse et qu'il convient de dépasser la construction intellectuelle qui postule plus que ne démontre la présence de classes sociales à partir d'un fond historique et culturel occidental, en réinscrivant le sens que les acteurs donnent à leurs pratiques au cœur de l'analyse. De surcroît, situer la problématique au Liban nécessite de conserver un minimum de distance avec l'adjectif « moyenne » accolé à celui de classe dans la mesure où il impose *a priori* une tripartition du corps social qui est souvent un lieu théorique fourre-tout dont l'origine à partie liée avec des enjeux de luttes politiques européens qui ne s'agent pas de la même façon au Moyen-Orient.

Reste donc à définir les contours d'un groupe social transversal par rapport à la problématique soulevée de façon à mener une étude de type qualitative à défaut de pouvoir se fonder sur des données quantitatives. L'absence de ces dernières pour la période contemporaine, ajouté aux enjeux de luttes taxinomiques inhérents au thème étudié, peut en effet rapidement conduire l'analyste à construire un groupe social dit « de classe moyenne » sur des critères implicites qui vont biaiser l'analyse. En conséquence, il est plus prudent de privilégier l'étude d'un groupe constitué par une caractéristique empirique, et d'en examiner les composantes et les modes de classements. J'ai mené une enquête ces quatre dernières années auprès d'un groupe social très peu étudié, les

1. Je me fonde sur la déconstruction/reconstruction de l'objet « classe » qu'opère Pierre Bourdieu dans son célèbre ouvrage, *La distinction* (Bourdieu, 1979).

2. Sur les conditions de l'enquête et ses premiers résultats, je me permets de renvoyer à mon article publié dans *Maghreb-Machrek* (Meier, 2005).

3. Les Palestiniens du Liban représentent environ un dixième de la population du pays et sont arrivés principalement en 1948, en 1967 puis 1970-71. Il existait toutefois de nombreux liens familiaux plus anciens entre Libanais et Palestiniens, notamment au Sud-Liban (Jaber, 1999).

couples libano-palestiniens vivant au Liban<sup>2</sup>. Ce groupe d'acteurs me semble pertinent dans ce travail car les profils des acteurs rencontrés renvoient à une diversité aux plans économiques, sociaux, communautaires mais aussi quant au lieu de résidence et à l'âge de ses membres. Cette variance inclut de surcroît dans l'analyse un groupe étranger, les Palestiniens, qui, par son ancienneté et son importance numérique au Liban<sup>3</sup>, participe pleinement de sa définition actuelle. Ainsi, ces couples libano-palestiniens me permettront d'esquisser quelques éléments de réponse sur la pertinence de la notion de « classe sociale » comme instrument de découpage du corps social libanais actuel et plus encore du repérage d'une éventuelle « classe moyenne ».

Nous diviserons notre propos en trois parties. La première s'attachera à relever les caractéristiques de cette classe moyenne qui a existé avant-guerre puis, à travers les changements brutaux que le Liban a connu, les raisons de l'effacement de ce groupe social au sortir de la guerre en 1990. La deuxième partie présentera brièvement les enjeux de la « reconstruction » du pays dans l'après-guerre et notamment le processus de paupérisation que beaucoup d'acteurs sociaux ont connu depuis le retour à la paix jusqu'à nos jours. Enfin, le troisième volet de ce travail proposera de réfléchir, à travers des portraits sociologiques de couples libano-palestiniens, aux enjeux de classements dans le Liban d'après-guerre.

## I. Apparition et disparition de la « classe moyenne » au Liban

Dans leur ouvrage, Claude Dubar et Salim Nasr (1976) ont montré que, au fur et à mesure du développement socio-économique du Liban, il s'est produit un affaiblissement concomitant du secteur primaire et un surdéveloppement du secteur des services, entraînant un exode rural massif en direction de la capitale. En outre, ces changements ont fait émerger de nouvelles solidarités de classe qui ont remplacé les anciens rapports sociaux articulés autour des pôles traditionnels (grands propriétaires terriens, familles féodales) et médiatisés par des logiques clientélares.

Ces dynamiques, clairement représentées dans l'étude comparée de trois générations, ont donné lieu, disaient-ils, à la formation d'une « couche moyenne » hétérogène en matière d'appartenance communautaire et de secteurs économiques d'activités. Cette couche sociale comportait ainsi le secteur tertiaire, le petit commerce et les services publics. Son émergence en tant que classe moyenne était la résultante d'un processus d'urbanisation, de salarisation et de différenciation sociale. Or leurs membres, expliquaient les auteurs, exprimaient dans leurs propos une contradiction : celle d'être pris comme entre deux mondes, celui de leurs ancêtres, orienté sur la vie locale et les métiers de la terre, et celui de la modernité occidentale véhiculant un ensemble de valeurs en rupture avec le passé. Plus encore, un des traits caractéristiques

de ce groupe est que ses membres se pensaient comme appartenant à une couche sociale identifiée comme « moyenne » alors même que certains d'entre eux ne possédaient pas des revenus permettant l'accumulation de l'épargne (Dubar & Nasr, 1976 : 144-186).

En somme, le paysage libanais de l'immédiat avant-guerre civile, au début des années 1970, présentait les traits du changement social lié à un important processus de croissance économique. Ce dernier est largement redevable d'un développement concomitant de la place financière beyrouthine, de l'afflux des pétrodollars, de l'ouverture du système politique libanais et aussi de la création de l'Etat d'Israël qui a eu pour conséquence de rediriger une grande part du trafic maritime de Haïfa vers Beyrouth (Kassir, 2003). On pourrait ajouter encore à cette vision le constat que faisait ailleurs Salim Nasr (1979) lorsqu'il étudiait les regroupements familiaux dans la capitale : l'exode rural et la vie en ville avaient généré quelques ouvertures sociales, notamment en matière d'union matrimoniale, et contribué à laïciser certains rapports sociaux. En regard de ces mutations sociales et du décollage économique que le pays connu durant les vingt ans qui ont précédé la guerre, on pourrait donc légitimement dire qu'au Liban, il existait objectivement une classe moyenne en voie de constitution.

Cette dynamique sociale était également perceptible chez les Palestiniens. Ceux qui vivaient à l'intérieur des camps – à l'époque la grande majorité – connurent une progression fulgurante de leur niveau de vie et de leurs ressources économiques : en vingt ans, ils passèrent des tentes de fortune de la Croix-Rouge, sans eau courante ni électricité, à des petites constructions en dur qui, bien qu'exiguës, les protégeaient des intempéries, possédaient l'eau courante et l'électricité (Sayigh, 1993). En outre, de nombreuses structures sociales, notamment en matière de santé et de scolarisation obligatoire, avaient vu le jour au sein des camps à la faveur de la mise en place de l'UNRWA<sup>4</sup>. De surcroît, la prépondérance politico-militaire de la Résistance palestinienne, reconnue par les autorités libanaises avec les Accords du Caire (1969), permit à de nombreux acteurs palestiniens, après deux décennies d'ostracisme, d'accéder plus facilement au marché du travail libanais et de générer des gains financiers qui permirent à nombre d'entre eux d'atteindre des niveaux de vie comparables à ceux de la classe moyenne libanaise.

Toutefois, tant pour les Libanais que pour les Palestiniens, un grand nombre de travailleurs non qualifiés, saisonniers et ouvriers des secteurs primaires et secondaires ne profitèrent que marginalement de ces développements économiques et sociaux et animèrent de nombreux mouvements de protestations au début des années 1970. Si la classe moyenne, atomisée et peu mobilisée, resta silencieuse, la gauche libanaise dirigée par le leader druze d'alors, Kamal Joumblatt, et alliée aux diverses composantes palestiniennes, défendait un projet de

société qui se réclamait du panarabisme. Dans un registre plus communautaire, le leader religieux chiïte Moussa Sadr créa au début des années 1970 le mouvement des déshérités (*mustadhafin*) lequel faisait clairement référence à l'identité des musulmans chiïtes mais identifiait celle-ci à une classe sociale défavorisée. A l'opposé de l'espace social, la bourgeoisie et les catégories sociales les plus aisées s'arc-boutaient sur leurs privilèges, en partie identifiés au projet politique « libaniste » défendu par les partis de droite et emmené par l'hégémon maronite<sup>5</sup>.

Les clivages étaient ainsi clairement objectivés et l'envie d'en découdre des uns et des autres, c'est-à-dire d'utiliser tous les moyens pour imposer ou défendre leur projet de société ajouté à l'assurance d'y parvenir, mena le pays au chaos. La guerre qui s'ensuivit et qui débuta au printemps 1975 connut plusieurs phases qu'il importe de distinguer dans le processus de déstructuration sociale et d'appauvrissement de la population.

La première phase, « la guerre des deux ans » (1975-1976), fut d'une violence inouïe et occasionna, outre des pertes humaines élevées, des pertes matérielles énormes (Kassir, 1993) dans la capitale (destruction du centre-ville, des magasins et souks s'y trouvant, pillage des banques et du port, etc.) mais aussi dans la Montagne (destruction de maisons, villages rasés) ou dans des régions entières (« épuration ethnique » sur base confessionnelle). Malgré ce triste bilan et peut-être grâce aux années de « ni guerre ni paix » (1977-1982) qui suivirent, la capacité financière des acteurs sociaux de la classe moyenne ne disparut pas, leurs économies permirent d'amortir le choc et la vie, notamment économique, se réorganisa, selon le morcellement du territoire, en fonction des zones sous la coupe de milices chrétiennes, palestiniennes, chiïtes, syriennes, etc.

L'invasion israélienne de l'été 1982 mit fin à cette situation et bouleversa l'équilibre relatif qui existait. Elle commença par générer d'énormes destructions dans la moitié sud du pays qu'elle occupa, provoqua le départ de la centrale palestinienne de Beyrouth – laquelle emporta ses fonds – et provoqua un exode vers l'étranger de nombreux Libanais avec le siège de Beyrouth. Les conséquences des dégâts matériels et sociaux ne se firent pas attendre : le pays ne tarda pas à connaître une grande instabilité politique et l'inflation à trois chiffres de la livre libanaise qui s'ensuivit anéantit les ressources des

4. United Nations Relief and Work Agency, créée en 1949 par l'Assemblée générale des Nations Unies pour venir en aide aux réfugiés palestiniens (Husseini, 2003), consécutivement à leur expulsion de Palestine par l'armée israélienne durant la guerre d'Indépendance de l'Etat hébreu (Laurens, 2002; Rogan & Shlaim, 2002).

5. J'emprunte à Joe Bahout cette expression qui a le mérite d'exprimer avec concision la domination politique structurelle des chrétiens maronites sur l'Etat depuis l'Indépendance (1943), sinon depuis le Mandat français (1920).

acteurs de la classe moyenne qui restaient (Picard, 1988 ; Hamdan, 1996). Ce phénomène commença à inquiéter les milices qui, progressivement, s'étaient arrogées les prérogatives de l'Etat sur les zones du territoire libanais qu'elles contrôlaient en y faisant régner l'ordre contre prélèvement de taxes ou impôts. Il semble clair que l'appauvrissement de la classe moyenne a contribué à décider certaines d'entre elles à s'entendre avec le puissant voisin syrien qui avait étendu son influence sur la scène libanaise à la faveur du retrait israélien au milieu des années quatre-vingts. En effet, le système de prédation milicien n'y trouvait plus son compte en matière d'enrichissement dans un milieu social appauvri et abandonné par ses habitants partis en exil (Corm, 1991).

La guerre prit officiellement fin avec l'éviction du général Aoun du palais présidentiel le 13 octobre 1990. Pourtant, ce sont les accords signés à Taëf (Arabie Saoudite) en septembre 1989 par les députés survivants du Parlement de 1972 qui permirent de clarifier les modalités de sortie de la guerre en instituant les fondements d'un nouveau pacte national qui, l'année suivante, s'incarnait dans une nouvelle Constitution. Quoi qu'il en soit, l'économie du pays était réduite à néant, les habitants sortaient exsangues de cette interminable guerre et la capitale, pour ne citer que cet exemple, était défigurée par plus de 60 000 bâtiments en ruine ou partiellement démolis. De ce paysage après la bataille, la classe moyenne figurait à la rubrique des disparus. En outre, il était difficile de dire si la notion même de classe sociale avait encore un sens tant les replis sur les liens primordiaux ont été forts (Khalaf, 1991).

## II. 1990-2005 : reconstruction et paupérisation

Plusieurs analystes s'accordent à dire que les bases de la reconstruction se sont apparentées à une privatisation des espaces publics (Beyhum, 1991 ; Verdeil, 2002). L'exemple le plus manifeste est celui de la reconstruction du centre-ville de Beyrouth (et non pas de la ville de Beyrouth). A cette fin, une société foncière du nom de *Solidere* fut instituée en 1991 par décret gouvernemental et sa gestion confiée à des proches de celui qui allait devenir le Premier ministre dix-huit mois plus tard, Rafic Hariri. Or, ce dernier avait présenté, via un bureau d'architecte reconnu au Liban, un projet de centre financier qui faisait table rase de l'histoire de Beyrouth et proposait rien moins que de tout raser pour bâtir une sorte de Dallas-sur-Mer. Face à la levée de bouclier tous azimuts que ce projet provoqua, un projet moins radical vit le jour. Tout en reconstruisant le centre-ville comme il était avant-guerre, la surface de la ville fut agrandie de plusieurs centaines d'hectares gagnés sur la mer par le retraitement des remblais des bâtiments détruits. C'est là que Rafic Hariri voulait voir le centre financier prendre forme.

Le pendant social de ce projet qui commença à être réalisé en 1993 fut l'expropriation de tous les ayant-droits propriétaires de locaux, appartements ou bâtiments dans le péri-

mètre concerné par cette reconstruction. La contrepartie qui leur fut proposée – sans possibilité de la contester ou de la monnayer – fut l'octroi d'actions de *Solidere* (Corm, 2005). Le marché de la reconstruction fut pour l'essentiel organisé par des contrats de gré à gré entre des hommes d'affaires clients du Premier ministre et le Conseil de Développement et Reconstruction (CDR), organisme étatique qui existe depuis 1977. Au niveau du travail lui-même, là aussi peu de Libanais ou de Palestiniens en virent les profits : les entreprises de reconstruction favorisèrent les ouvriers syriens, meilleurs marchés et politiquement plus rentables, qui affluèrent par centaines de milliers au Liban au point de devenir les nouveaux boucs émissaires de la mauvaise situation économique du pays.

Pour le plus grand malheur de ses citoyens ordinaires, le Liban devint (ou continua d'être) un terrain de prédilection pour l'accapement de rentes, organisé dans un « système de pouvoir mafieux » (Kassir, 2000). Ce système est en fait le prolongement du clientélisme milicien de l'époque de la guerre. Par l'institutionnalisation de la logique milicienne au cœur de l'Etat de la deuxième République (Picard, 1994), ce clientélisme de prédation a pu s'y reproduire en phagocytant les ressources étatiques au plus haut niveau. Il faut se souvenir combien de chefs de milices ont occupé ou occupent encore des postes ministériels ou parlementaires et y ont organisé un pillage en règle des ressources publiques (Wakim, 1998). Les biens de consommation et de première nécessité se trouvent ainsi en première ligne de ces pillages (l'eau et l'électricité) et affectent de la sorte en premier lieu les populations qui ne peuvent recourir à des services privés.

Ainsi, tous les domaines liés à la reconstruction et exerçant un effet sur la vie du citoyen lambda furent l'objet de ce qu'il est convenu de nommer « la logique de rente ». Celle-ci exerce artificiellement une pression sur les prix des biens de consommation distribués par les multiples ponctions qu'elle organise aux divers échelons de la production de ces biens. Et, dans le cas du Liban d'après-guerre, les analystes s'accordent à parler de « système de rente » au sens où ces ponctions sont prédominantes sur l'ensemble des activités économiques et, en même temps, sont politiquement et socialement tolérées (Nahas, 2000). La paupérisation qu'ont connue de larges pans de la société a produit deux types de réponse de la part des acteurs sociaux : soit le repli sur la communauté ou la clientèle politique locale, fonction des capacités de l'une ou l'autre à assurer un minimum de ressources et de profits, soit l'émigration qui reste la principale réponse que la jeunesse apporte à cette situation, depuis le milieu des années 1990.

Du côté des salaires, c'est le secteur privé qui subit de plein fouet le contrecoup de cette après-guerre : les salaires y ont été gelés ce qui a provoqué ou accentué le mécanisme de regroupement familial ou communautaire. Dans le



public en revanche, une hausse liée à l'introduction d'une nouvelle grille salariale a eu lieu fin 1999. Si l'on ajoute à cela l'aggravation des inégalités dans le secteur de la santé et des disparités de qualité entre l'enseignement public et privé, on peut cartographier la société libanaise comme relativement duale. La frange de pauvreté (gain familial inférieur à 643 US\$) qui s'accroît est de l'ordre du tiers de la population (Hamdan, 2000), ce qui exclut les réfugiés palestiniens dont les deux tiers font partie de cette catégorie (Zakharia & Tabari, 1997). Les catégories de revenus supérieurs seraient de l'ordre de 15% de la population (au-dessus de 3000 dollars US par mois). Ce qui laisse supposer que les tranches salariales situées entre ces deux montants constitueraient une base de calcul pour classer les acteurs dans la catégorie dite «classe moyenne»<sup>6</sup>. Pour autant, cet indicateur est-il suffisant? Que penser du fait que 40% de la population reste sans couverture médicale? Ou que la hausse de l'indice des prix à la consommation a été de l'ordre de 5,8% entre 1992 et 1999?<sup>7</sup>

Dans son enquête sur la misère au Liban, Thierry Kochuyt nous fournit un complément d'information sur les problèmes d'intégration au marché du travail. Il estime que seuls 51% des revenus des plus pauvres – dont le revenu est équivalent ou inférieur à 200 US\$ par mois – proviendraient d'un travail concrètement effectué. Le reste serait de l'argent fourni solidairement par le groupe social d'appartenance (qui va de la famille à la communauté). En somme, dans le système actuel, dit-il, « presque la moitié de la population libanaise dépend donc plus ou moins d'une économie de bienfaisance » (Kochuyt, 2004 : 522). Cette analyse semble confirmer une tendance que différents secteurs de l'économie mettent en lumière : une dynamique de paupérisation de la population est à l'œuvre.

### III. Acteurs, représentations et «classe moyenne»

Les couples libano-palestiniens rencontrés ne font pas exception à ce rapide coup d'oeil sur l'état de l'espace social libanais. On trouve parmi eux toutes les couches sociales mais il s'agit principalement d'individus vivant dans une certaine précarité économique. Des différences notoires existent cependant à l'intérieur de ce groupe et rendent délicat tout classement dans la catégorie «classe inférieure», «classe populaire» ou simplement «classe sociale à faibles revenus». En effet, certains couples dont nous voudrions présenter les profils, développent des perceptions qui ne sont pas à proprement parler ceux de la plus grande partie des individus à faibles revenus. Ce dernier indicateur n'est donc pas suffisant pour découper des classes sociales au Liban d'autant que ces couples particuliers possèdent très souvent des ressources sociales et relationnelles (*wasta*) et des titres universitaires qui en font des individus peu susceptibles d'être catégorisés parmi les «classes populaires». Faut-il alors les ranger sous la catégories de classes moyennes? Une perspective de ce problème de classement peut être apportée

par l'examen des profils et propos des membres de ces couples à différentes époques.

Randa<sup>8</sup> est une femme palestinienne d'origine libanaise. Comme beaucoup de chrétiennes dont la famille libanaise a vécu en Palestine avant 1948, elle a pu obtenir la nationalité libanaise dès son arrivée au Liban. Pourtant, stigmatisée à cause de son identité palestinienne du fait de son accent, Randa a eu du mal à s'intégrer dans le milieu chrétien libanais où elle a grandi. Tony, son mari est lui originaire d'une des grandes familles maronites du Mont-Liban. Leur fille, née en 1968, explique comment s'est produite la rencontre entre cette «réfugiée» et ce fils de bonne famille :

« Mes parents se sont connus par le biais de la sœur de mon père avec laquelle ma mère allait au collège des Sœurs de la Charité. A ce moment, la famille de mon père était riche. Mais petit-à-petit, il y a eu un déclin car ils ont dû rembourser les dettes laissées par l'ancien chef de la municipalité du village familial, c'était un de mes grand-pères. Donc au moment où ils ont décidé de se marier, la famille de mon père avait clairement décliné et en terme de rang social, le saut était moins grand avec d'où venait ma mère. C'était moins mal vu. En tout cas, ma mère subissait moins de commentaires sur son origine socio-économique que sur son appartenance palestinienne (...) Heureusement, elle était maronite aussi et cela a facilité assez nettement son intégration ».

Ce cas, situé à un moment de l'histoire, a connu des variantes importantes et la définition même de ce qu'est la «classe moyenne» apparaît d'abord comme étant relative à une époque et le disputait à d'autres considérations comme l'appartenance communautaire ou nationale. Un moyen de s'en rendre compte est d'examiner cette fois de manière diachronique et comparative des trajectoires sociales palestinienne et libanaise.

Les trajectoires sociales des individus qui sortent du lot et qui ne sont ni pauvres ni bourgeois s'apparentent, chez leurs membres palestiniens, à des récits de ruptures. D'abord celle de 1948 où, en général, ce fut la débacle. A ce propos, une expression revient constamment : « on a tout perdu », et signale les difficultés plus ou moins saillantes que la famille a connu au moins dans les

6. Le problème est de quantifier ce que représente cette classe sociale actuellement. En effet, selon les chiffres de la Confédération Générale des Travailleurs du Liban (CGTL) pour 1997, 81,1% des revenus mensuels familiaux n'excéderaient pas les 2 000 000 Livres Libanaises (soit 1330 US dollars). Pour complexifier l'évaluation, le PNUD met bien en évidence dans son rapport annuel la disparité qui existe entre les régions du pays.

7. Cf. *Magazine*, No 2343, 04.10.2002.

8. Entretien effectué à Beyrouth le 15.08.2005

premiers temps du refuge. Ensuite, la rupture liée à la montée en puissance de la Résistance palestinienne au Liban vers le début des années 1970 a souvent rimé avec de nouvelles opportunités pour les Palestiniens, comme nous le raconte Anis<sup>9</sup>, un homme de 47 ans :

« Mon père qui avait un bon niveau, je veux dire qu'il a tout de suite travaillé comme enseignant et se faisait payer en légumes ou fruits, œufs, riz ou viande, il a pu travailler à l'UNRWA comme professeur. C'était un bon poste (...). Il a choisi une maison dans un environnement libanais, c'est-à-dire pas dans les camps qui étaient à la périphérie ; c'était donc mixte comme environnement parce que certains Palestiniens un peu plus aisés faisaient la même chose que nous (...). Mais tout a changé lorsque les groupes armés de l'OLP sont arrivés au Liban. (...) En 1972, on a été habiter le camp de al-Bass (Tyr) ».

Avec la fin de la guerre vient une rupture d'une autre nature : tous ont dû trouver ou retrouver une place dans la société libanaise. Anis, qui s'est battu dans les rangs du Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP) et qui a obtenu un diplôme universitaire en URSS a pu revenir au Liban avec sa femme libanaise en 1988. Après avoir séjourné plusieurs années à Damas, ils se sont installés à Beyrouth dans une petite maison du quartier populaire de Basta laquelle possède un espace de jeu pour les enfants et, plus rare en ville, un jardin où Anis cultive des légumes :

« J'avais trouvé un boulot à la radio du Parti Communiste Libanais (PCL). Mais j'avais pas de permis, hein. J'ai fait ça pendant douze ans et maintenant, depuis 2000, je suis journaliste dans un quotidien libanais... mais évidemment sans contrat. Je veux dire, c'est interdit pour les Palestiniens. Mais comme je suis sunnite et que le propriétaire est un homme politique sunnite... je pense que ça a joué un rôle en ma faveur. Le problème c'est que avec cette situation, je n'ai pas de sécurité sociale. Donc si je tombe malade, etc. tu vois... Heureusement, ma femme est couverte par l'assurance car elle est libanaise et a un travail, même que c'est du temps partiel ».

9. Entretien effectué à Beyrouth le 19.10.2003

10. Entretien effectué à Beyrouth le 15.09.2001

Du côté des conjoints libanais rencontrés, les ruptures sont centrées sur la guerre, laquelle a eu un impact certain sur les trajectoires, les carrières, les ressources capitalisées et les groupes sur lesquels les individus se sont repliés. Rada<sup>10</sup>, une femme libanaise chiite de 49 ans mariée avec Samir, un palestinien qui fait des petits boulots, raconte :

« Mon père est un commerçant, il a fait des affaires qui ont marché. Mais il ne voulait pas nous envoyer faire des études, nous ses filles. Heureusement, ma mère a insisté et finalement j'ai pu faire l'American University of Beirut (AUB) et j'ai même reçu un billet d'avion pour aller en Europe quand j'ai passé mon bac en 1973 (...). Mes parents nous ont financé à tous (6 enfants) nos études universitaires. Et puis il y a eu la guerre... Comme on s'est connu à Beyrouth avec Samir, on a décidé d'y habiter malgré les combats. On rentrait tous les week-ends à Tyr chez mes parents. Moi j'enseignais la chimie dans le secondaire ; et lorsque l'école était fermée à cause des bombardements, je faisais des traductions pour les journalistes étrangers. Après, en 1987, ça devenait trop dur et dangereux et on est parti à Chypre et dans le Golfe pour tenter notre chance. On est revenu à la fin de la guerre en 1990 mais on avait plus rien. Mes parents nous ont aidé à acheter un appartement avec un prêt bancaire car j'ai pu être engagée comme fonctionnaire d'Etat en tant que professeur à l'école secondaire de Tyr ».

Ces deux récits montrent certaines constantes (la situation relativement aisée des parents, l'importance de leur présence et de leur soutien, l'impact de la guerre comme vecteur d'exil et d'appauvrissement et l'importance diffuse du groupe communautaire qui n'est que rarement mentionné et parfois contre lequel l'union matrimoniale s'est faite) et des différences importantes qui inscrivent ces deux profils aux deux bouts de l'espace d'une hypothétique « classe moyenne ». Si Anis, le Palestinien n'a rien d'assuré hormis un salaire de journaliste qui peut s'arrêter du jour au lendemain, Rada a le privilège d'avoir une assurance sur son revenu au point de pouvoir faire un emprunt bancaire et, comme tous les autres fonctionnaires, d'avoir accès aux soins gratuits et à la sécurité sociale. Pourtant, leur salaire relativement similaire et qui environne les 1500 dollars par mois, les classent tous deux dans le même groupe d'acteurs qui éprouvent des difficultés conjoncturelles et connaissent des soucis notamment liés à la scolarisation de leurs enfants. Les possibilités professionnelles qu'ils ont, les endroits où ils vivent les distinguent de la grande masse des *working poors* des villes.

Deux autres cas manifestent des types de vie et de soucis qui, sans nier leur importance ou leur véracité pour les acteurs eux-mêmes, n'en sont pas moins des soucis « classants » et cela malgré des indicateurs économiques

(origine sociale, logement, niveau de vie) qui ne sont pas toujours très évidents à interpréter. Le premier exemple est celui d'un militant palestinien professionnel, Sami<sup>11</sup>, 56 ans, qui vit avec sa femme, ses parents et ses deux enfants dans un petit appartement bruyant de la capitale. Sa femme libanaise, Fatma, 47 ans, est une fonctionnaire d'un ministère et ils sont tous deux issus de familles modestes.

«Au début de notre mariage (en 1990, nda), j'ai pu mettre mon mari et mon fils sur ma carte de sécurité sociale. Et puis un jour en 1997, cela n'a plus été possible. Vous savez, comme ils sont Palestiniens les deux<sup>12</sup>, ils n'ont pas droit à cela. Mais, pour vous dire, on a pu faire des économies notamment lors d'une opération pour mon fils quand il venait de naître : à la place de payer 1800 dollars, on a juste eu à payer 300 dollars».

Si le souci de l'économie semble indiquer l'appartenance à une classe à faible revenu, ce type de préoccupation reste plutôt celui d'une catégorie sociale relativement privilégiée, celle qui peut accéder aux soins. Sami précise plus tard un autre souci matériel typique de ce groupe social «non-pauvre», celui du choix de la scolarisation des enfants<sup>13</sup>:

«Après discussion avec ma femme, nous avons décidé de mettre notre fils dans une école où il apprenne le français. C'est important comme langue et il faut l'apprendre tôt parce que c'est difficile, contrairement à l'anglais. Et comme à l'école de l'UNRWA ils ne donnent pas le français, on a décidé de le mettre à Sainte-Elie. Et en plus comme ça, en tant que musulman, il découvre ce que c'est que le christianisme, on l'oblige à rien hein... enfin, donc il apprend plus. En plus, j'ai entendu que le public en primaire, c'est très dégradé. Dans le secondaire par contre, ce serait mieux... mais là il faudrait que notre fils soit accepté dans le quota des 10% octroyés dans l'enseignement public aux étrangers. Enfin bon, c'est de la musique d'avenir et on verra bien ce qu'on aura comme moyens à disposition à ce moment-là».

Dans le Liban contemporain, opérer ce type de choix, c'est implicitement avoir une alternative de scolarisation dans le privé. Cela relève d'une appartenance à un groupe

pour lequel certaines choses ou options ne signifient pas un endettement assuré ou un rêve extravagant. Un second couple illustre aussi cette frontière ténue entre le dénuement et les soucis d'argent, celui de Selim et Afifé âgés respectivement de 35 et 33 ans<sup>14</sup>. Tous deux travaillent à Saïda dans le giron humanitaire et dans l'aide sociale. Lui est palestinien et cumule des mandats pour diverses ONG européennes tandis que sa femme libanaise peine à trouver un travail «en raison de son appartenance confessionnelle» précise son mari et ce malgré un diplôme en pédagogie et «dix ans de pratiques dans le milieu de l'action sociale». En effet, pour une chiite, trouver un emploi dans la fonction publique à Saïda relève du tour de force : l'ensemble des réseaux de patronage tissés autour des deux clans Hariri et Saad qui dominent la vie politique de la ville sont sunnites (Bonne, 1997), comme l'essentiel de la population de cette ville. Ce couple nourrit aussi des projets et développent des stratégies pour pouvoir placer leurs enfants dans les bonnes écoles afin de leur assurer les meilleures formations pour l'avenir incertain qui les attend en tant que Palestiniens, une identité pesante comme l'explique Selim :

«Afifé et moi pensons que le système scolaire de l'UNRWA est nul. Nous sommes également d'accord pour dire que le français doit être la première langue apprise, l'anglais vient plus facilement après. C'est aussi pour éviter de faire comme tout le monde, on multiplie ses chances puisque les Palestiniens sont en général plutôt anglophones ici. Mais pour mettre Jana (sa fille, nda) au Lycée français, c'est impossible vu ce qu'on a comme argent. Ma femme devra recommencer à travailler chez son ancien employeur, même que c'était mal payé et que bon..., l'ambiance était pas... enfin il n'y a pas d'alternative (...). Cette situation me donne envie d'émigrer vous savez, le futur est moins sombre en Europe; les enfants peuvent au moins y suivre une bonne scolarité et bâtir un avenir (...). C'est mieux d'être de n'importe quelle nationalité sauf Palestinien».

De cette dernière assertion, on pourrait ne voir que sa substance immédiate, celle du ras-le-bol par rapport au statut de réfugié palestinien. Or il faut préciser d'une part que ce statut est uniquement celui des Palestiniens au Liban et non celui des Palestiniens dans les autres

11. Entretien effectué à Beyrouth le 18.09.02

12. En vertu du droit du sang et d'un principe patriarcal qui régit les codes de statut personnel de l'essentiel des communautés libanaises (chrétiennes ou musulmanes), les hommes confèrent à leur épouse et leur descendance leur nationalité. L'inverse n'est pas vrai : une femme libanaise ne peut donner sa nationalité à ses enfants, même si toute la famille vit au Liban.

13. Au Liban, le système scolaire est très fragmenté. Il se divise entre une foule d'écoles d'appartenances confessionnelles claires (Les Frères Maristes, les Sœurs Antonines, etc.) et d'universités privées très onéreuses. Le secteur public, lui, est très déprécié et connu une forte baisse de niveau avec la guerre, notamment l'Université Libanaise. Enfin, l'UNRWA qui a scolarisé des centaines de milliers de Palestiniens a également connu une forte dégradation de son niveau du fait de la forte diminution des

capitaux de l'OLP et des montants des donateurs internationaux ces quinze dernières années.

14. Entretien effectué à Saïda le 21.09.01

pays environnants où leurs droits civils sont en général respectés. Ensuite, cette saturation qu'éprouve Selim relève aussi d'une situation économique qui est loin d'être propre aux seuls Palestiniens. Au contraire, pensons-nous, dans ce groupe d'individus qui a connu les espoirs que les études universitaires leur ont donnés, la confrontation avec la réalité n'en est que plus difficile et le sentiment d'avoir un horizon professionnel et social bouché plus présent. Aussi, l'exil représente-t-il pour beaucoup de Libanais et de Palestiniens une échappatoire, un moyen de se donner un espoir.

Ces exemples de couples illustrent donc bien la difficulté du classement dans le groupe « classe moyenne ». Dans le cas présent, les couples libano-palestiniens montrent qu'il est peu pertinent de faire une lecture dans les seuls termes économiques que suggère ce concept. A la fois en raison des préoccupations classantes qui les mettent en marge sur certains plans et pas sur d'autres, mais également du fait du poids des autres solidarités, familiales ou communautaires, qui ont acquis une valeur particulièrement forte au cœur de la guerre et qui restent aujourd'hui des bases de valeurs et des référents identitaires. Enfin, il y a une faible pertinence à penser cette notion de « classe moyenne » dans le Liban contemporain également du fait des grands déséquilibres financiers de la deuxième République qui, allié au communautarisme politique, ont achevé de constituer l'horizon des rapports sociaux autour du clientélisme où les familles et clans se rallient aux familles politiques pour des raisons pécuniaires et en fonction de leur appartenance communautaire.

## Conclusion

Ce travail a cherché à savoir s'il on pouvait parler d'une « classe moyenne » dans le Liban contemporain pour décrire les individus qui n'appartiennent pas aux couches le plus aisées ni à celles qui sont le plus démunis. Pour esquisser des éléments de réponse, on a dans un premier temps cherché à faire la généalogie de cette classe sociale à partir de recherches antérieures à la guerre civile. Ensuite, les causes de la disparition de cette « classe moyenne » au terme de la guerre ont été évoqué et les contours des enjeux socio-économiques de l'après-guerre constatés en évaluant la situation des employés des secteurs privés et publics. Les conclusions de la situations actuelle dresse un schéma d'appauvrissement d'une frange significative de la population vivant au Liban, réfugiés palestiniens inclus.

Enfin, pour accéder plus directement aux trajectoires sociales d'individus présentant des traits pouvant s'apparenter à ceux d'une « classe moyenne » dans la situation présente du pays, j'ai choisi de m'intéresser à certains couples libano-palestiniens. Ces derniers, tant par leurs trajectoires personnelles et familiales que par leur situation et leurs soucis, ont montré ce qui les différencie des catégories sociales les moins et les plus aisées : la haute dotation en capital culturel, la possession en héritage

et/ou en emploi d'un capital économique permettant de vivre en-dessus du seuil de pauvreté, un capital social suffisant pour acquérir les biens précités malgré des difficultés notamment pour les membres palestiniens de ces couples, et parfois un capital symbolique, chez l'un ou l'autre des membres du couple, lié à l'appartenance à une famille ou à un parti politique.

Pour autant, peut-on parler de « classe moyenne » au Liban ? Ces individus indiquent-ils vraiment la présence au cœur de la société libanaise d'une telle classe sociale ? Outre le caractère problématique de la notion de « moyenne » du fait de la faiblesse des ressources des acteurs concernés, la notion même de classe pose problème compte tenu des nombreuses allégeances et ramifications sociales que la guerre a contribué à renforcer ou mettre en avant : la famille et la communauté. Ces liens de solidarité trouvent leurs fonctionnements et leur logique profonde dans un système clientélaire en grande partie alimenté par l'organisation politique du pays autour des pôles communautaires. En d'autres termes, avant de pouvoir imaginer des solidarités de classes au Liban, il y a probablement encore un long processus politique et social qui n'a pas encore vraiment eu lieu depuis la fin de la guerre.

Daniel Meier  
Meier\_iep@yahoo.fr

## Bibliographie

Behium Nabil (sous la dir.) (1991), *Reconstruire Beyrouth. Les paris sur le possible*, Lyon, Maison de l'Orient Méditerranéen.

Bonne Emmanuel (1995), *Vie publique, patronage et clientèle. Rafic Hariri à Saïda*, Aix-en-Provence, CERMOC-IREMAM.

Bourdieu Pierre (1982), *Ce que parler veut dire*, Paris, Fayard.

Corm Georges (1991), « Liban : hégémonie milicienne et problème du rétablissement de l'Etat », *Maghreb-Machrek*, 131 : 19.

Corm Georges (2005), *Le Liban contemporain*, Paris, La Découverte.

Debie Franck, Pieter Danuta (2003), *La paix et la crise : le Liban reconstruit ?*, Paris, PUF.

Dubar Claude, Nasr Salim (1976), *Les classes sociales au Liban*, Paris, PFNSP.

Hamdan Kamal (1996), « Les classes moyennes dans la guerre du Liban », in Kiwan Fadia, *Le Liban aujourd'hui*, Paris-Beyrouth, CNRS Editions - Cermoc : 193-203.

Hamdan Kamal (2000), « Le social dans la reconstruction du Liban », *Maghreb-Machrek*, 169 : 70-79.



Hudson Michael C. (1997), «Palestinians and Lebanon: The Common Story», *Journal of Refugee Studies*, 10 (3): 243-260.

Husseini Jalal (2003), «L'UNRWA et les réfugiés. Enjeux humanitaires, intérêts nationaux», *Revue d'Etudes Palestiniennes*, 86: 71-85.

Jaber Monzer Mahmoud (1999), *Al-charit al-lubnani al-mouhtall. Masalik al-ihtilal, masarat al-muajaha, masa'er al-ahaliy*, (La bande frontière libanaise occupée. Les étapes de l'occupation, les lignes de confrontations, le destin de la population) Beirut: Al-mouassasat al-dirasat al-falastiniy.

Kassir Samir (1994), *La guerre du Liban*, Paris-Beyrouth, Karthala-CERMOC.

Kassir Samir (2000), «Dix ans après, comment ne pas réconcilier une société divisée ?», *Maghreb-Machrek*, 169: 6-22.

Kassir Samir (2003), *Histoire de Beyrouth*, Paris, Fayard.

Khalaf Samir (1991), «Ties That Bind: Sectarian Loyalties and the Revival of Pluralism in Lebanon», *The Beirut Review*, 1: 32-61.

Kochuyt Thierry (2004), «La misère au Liban: une population appauvrie, peu d'Etat et plusieurs solidarités souterraines», *Revue Tiers Monde*, Tome XLV, No 179: 515-539.

Laurens Henry (2002), *La question de Palestine*, Paris, Fayard, tome 2.

Marx Karl (1984), *Le dix-huit brumaire de Louis Bonaparte*, Paris, Messidor/Editions sociales.

Meier Daniel (2005), «Contribution à une problématique de l'identité sociale: le cas des couples libano-palestiniens au Liban», *Maghreb-Machrek*, 184: 105-122.

Nahas Charbel (2000), «L'économie libanaise et ses déséquilibres», *Maghreb-Machrek*, 169: 55-69.

Nasr Salim (1979), «Les formes de regroupement traditionnel dans la société de Beyrouth», in Chevallier Dominique (dir.), *L'espace social de la ville arabe*, Paris, Maisonneuve et Larose: 145-193.

Picard Elizabeth (1988), *Liban, Etat de discorde. Des fondations aux guerres fratricides*, Paris, Flammarion, 1988.

Rogan Eugene L., Shlaim Avi (2002), *1948: la guerre de Palestine. Derrière le mythe...*, Paris, Autrement, coll. «Mémoires».

Verdeil Eric (2002), *Une ville et ses urbanistes: Beyrouth en reconstruction*, Université de Paris-I, Thèse de doctorat.

Wakim Najah (1998), *Al-aiadi al-soud* (Les mains sales), Beyrouth, charikat al-matbou'at lil tawzi wal nashr.

Zakharia Leila F., Tabari Samia (1997), «Health, Work opportunities and attitudes: a review of Palestinian Women's situation in Lebanon», *Journal of Refugee Studies*, 10 (3): 411-430.